

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2098

[C — 2005/09655]

10 AOUT 2005. — Loi instituant le système d'information Phenix (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions et principes

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Il est créé un système d'information appelé Phenix, qui a pour finalités la communication interne et externe requise par le fonctionnement de la justice, la gestion et la conservation des dossiers judiciaires, l'instauration d'un rôle national, la constitution d'une banque de données de jurisprudence, l'élaboration de statistiques et l'aide à la gestion et l'administration des institutions judiciaires.

Phenix est dirigé par un comité de gestion et par un comité de surveillance, qui sont conseillés par un comité d'utilisateurs. La composition, les missions et les compétences de ces comités sont fixées par la présente loi.

Les crédits nécessaires à la création et au fonctionnement de Phenix sont inscrits au budget du SPF Justice.

Communications interne et externe

Art. 3. La communication interne vise les communications requises pour le fonctionnement et la gestion des cours et tribunaux et de leurs parquets, ainsi que par la constitution et la gestion des dossiers de procédure.

La communication externe vise la notification, la signification et la communication des actes requis par les procédures judiciaires, ainsi que la communication avec les autorités publiques destinée à la collecte des données nécessaires pour l'élaboration et la gestion des dossiers judiciaires.

Art. 4. Il est créé au sein de Phenix un répertoire central des adresses judiciaires électroniques, accessible aux membres de l'ordre judiciaire et aux auxiliaires de justice, ainsi qu'à d'autres catégories de personnes déterminées par le Roi sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance.

Le Roi détermine en outre, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les données reprises dans ce répertoire, les modalités de collecte de données, leur durée de conservation, les règles de pérennité des données ainsi que les modalités d'accès et d'authentification d'accès.

Gestion et conservation des dossiers judiciaires

Art. 5. Au sein de Phenix est créé un traitement de gestion et de conservation des dossiers judiciaires.

Les données traitées dans les dossiers judiciaires, les circonstances du traitement et la durée de conservation sont déterminées par le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle et par les dispositions particulières qui régissent la composition de ces dossiers.

Conformément au Code judiciaire, au Code d'instruction criminelle et aux dispositions particulières, le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les règles de pérennité des données, les règles d'accès et d'authentification d'accès aux dossiers judiciaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 2098

[C — 2005/09655]

10 AUGUSTUS 2005. — Wet tot oprichting
van het informatiesysteem Phenix (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Definities en beginselen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Een informatiesysteem, Phenix genaamd, wordt opgericht, met als doeleinden de interne en externe communicatie die is vereist voor de werking van de justitie, het beheer en de bewaring van de gerechtelijke dossiers, de invoering van een nationale rol, het aanleggen van een gegevensbank voor de rechtspraak, het opmaken van statistieken en het verlenen van bijstand bij het beheer en het bestuur van de gerechtelijke instellingen.

Phenix wordt geleid door een beheerscomité en een toezichtcomité die worden geadviseerd door een comité van gebruikers. De samenstelling, de opdrachten en de bevoegdheden van deze comités zijn vastgelegd in deze wet.

De kredieten die zijn vereist voor de oprichting en de werking van Phenix worden op de begroting van de FOD Justitie ingeschreven.

Interne en externe communicatie

Art. 3. De interne communicatie heeft betrekking op de communicatie die is vereist voor de werking en het beheer van de hoven en rechtbanken en van de parketten ervan, alsmede voor het aanleggen en het beheren van de dossiers van de rechtspleging.

De externe communicatie heeft betrekking op de kennisgeving, de betekening en de mededeling van de akten die zijn vereist in het kader van de gerechtelijke procedures, alsmede op de communicatie met de openbare overheden om de nodige gegevens voor het samenstellen en het beheren van de gerechtelijke dossiers te verzamelen.

Art. 4. Binnen Phenix wordt een centraal repertorium van gerechtelijke elektronische adressen opgericht, dat toegankelijk is voor de leden van de rechterlijke orde en voor de medewerkers van het gerecht, alsmede voor andere categorieën van personen die door de Koning worden bepaald op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtcomité.

Bovendien bepaalt de Koning, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtcomité, de in dat repertorium opgenomen gegevens, de wijze waarop gegevens worden verzameld, de bewaringstermijn ervan, de regels voor de duurzaamheid van de gegevens, alsmede de nadere regels voor de toegang en voor de controle van de toegang.

Beheer en bewaring van de gerechtelijke dossiers

Art. 5. Binnen Phenix wordt een verwerking voor het beheer en de bewaring van de gerechtelijke dossiers ingesteld.

De in de gerechtelijke dossiers verwerkte gegevens, de omstandigheden van de verwerking en de duur van bewaring worden bepaald in het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering en in de bijzondere bepalingen die de samenstelling van die dossiers regelen.

Overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en de bijzondere bepalingen bepaalt de Koning, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtcomité, de regels voor de duurzaamheid van de gegevens, de regels voor de toegang en voor de controle van de toegang tot de gerechtelijke dossiers.

Rôle national

Art. 6. Au sein de Phenix, il est créé un rôle national.

Toute affaire portée devant l'ordre judiciaire doit être inscrite au rôle national et se voit attribuer un numéro unique.

Conformément au Code judiciaire, au Code d'instruction criminelle et aux dispositions particulières, le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les règles de pérennité des données, ainsi que les règles d'accès et d'authentification d'accès au rôle.

Banque de données de jurisprudence

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central, il est créé, au sein de Phenix, une banque de données de jurisprudence interne, afin de permettre le traitement des dossiers judiciaires par les différents membres d'une même juridiction, et une banque de données externe, destinée à diffuser dans le public les décisions ayant une importance pour la connaissance et l'évolution du droit.

Art. 8. La banque de données de jurisprudence interne comprend toutes les décisions des juridictions dans leur intégralité.

Les décisions de chaque juridiction sont accessibles aux seuls membres de cette juridiction.

Les membres de l'ordre judiciaire y accèdent uniquement afin d'exercer leur tâche professionnelle.

Le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance les règles de pérennité des données, les modalités d'accès et les catégories de personnes ayant accès à cette banque, ainsi que les mesures de sécurité particulières de cette banque de données.

Art. 9. La banque de données de jurisprudence externe comprend les décisions sélectionnées par chaque juridiction, conformément aux règles de sélection déterminées par le comité de gestion, après consultation du comité des utilisateurs.

Les décisions sélectionnées contenant des données à caractère personnel sont en règle générale anonymisées.

Le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les modalités d'anonymisation des décisions, les exceptions pouvant être requises à cette règle pour la compréhension des décisions, ainsi que la manière dont les personnes citées dans les décisions peuvent s'opposer, le cas échéant, à la mention dans les décisions publiées de données à caractère personnel les concernant.

Statistiques internes et externes

Art. 10. Il est institué au sein de Phenix un traitement de données à caractère personnel en vue de l'élaboration de statistiques internes et un traitement de données anonymes ou à caractère personnel codées en vue de l'élaboration de statistiques externes, destinée aux tiers à la juridiction.

Art. 11. Le traitement de données statistiques internes est élaboré à la demande du chef de corps, afin d'assurer la bonne gestion d'une juridiction ou d'un parquet.

Art. 12. À la demande du ministre de la Justice, d'un ou de plusieurs chefs de corps, du Conseil supérieur de la Justice ou de sa propre initiative, le comité de gestion de Phenix établit des statistiques globales sur la charge de travail de l'ordre judiciaire, sur le fonctionnement des institutions judiciaires et sur les affaires portées devant les autorités judiciaires.

Les données sont, préalablement au traitement statistique externe, anonymisées ou codées selon les modalités déterminées par le Roi sur proposition du comité de gestion, après avis du comité de surveillance.

Art. 13. Le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les modalités d'exécution des traitements de données statistiques, ainsi que les règles de pérennité des données.

Nationale rol

Art. 6. Binnen Phenix wordt een nationale rol ingesteld.

Elke zaak die voor de rechterlijke orde wordt gebracht, moet worden ingeschreven in de nationale rol en krijg een uniek nummer.

Overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en de bijzondere bepalingen, bepaalt de Koning, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtscmité, de regels voor de duurzaamheid van de gegevens, de regels voor de toegang en voor de controle van de toegang tot de rol.

Gegevensbank voor de rechtspraak

Art. 7. Onverminderd de bepalingen van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafrechtregister wordt in Phenix een interne gegevensbank voor de rechtspraak aangelegd teneinde de verschillende leden van eenzelfde gerecht de mogelijkheid te bieden de gerechtelijke dossiers te verwerken, alsmede een externe gegevensbank om de beslissingen die belangrijk zijn voor de kennis en de ontwikkeling van het recht onder het publiek te verspreiden.

Art. 8. De interne gegevensbank voor de rechtspraak bevat integraal alle beslissingen van de gerechten.

De beslissingen van ieder gerecht zijn enkel toegankelijk voor de leden van dat gerecht.

De leden van de rechterlijke orde hebben uitsluitend toegang om hun professionele taak uit te oefenen.

De Koning bepaalt, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtscmité, de regels voor de duurzaamheid van de gegevens, de nadere regels voor de toegang en de categorieën van personen die toegang hebben tot die gegevensbank, alsmede de bijzondere beveiligingsmaatregelen voor die gegevensbank.

Art. 9. De externe gegevensbank voor de rechtspraak bevat de beslissingen geselecteerd door ieder gerecht, overeenkomstig de selectieregels bepaald door het beheerscomité, na raadpleging van het comité van gebruikers.

De geselecteerde beslissingen die persoonsgegevens bevatten worden over het algemeen anoniem gemaakt.

De Koning bepaalt, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtscmité, de nadere regels voor het anoniem maken van de beslissingen, de uitzonderingen op deze regel die kunnen zijn vereist voor het begrip van de beslissingen, alsmede de wijze waarop de in de beslissingen vermelde personen zich in voorkomend geval kunnen verzetten tegen de vermelding in de gepubliceerde beslissingen van persoonsgegevens die hen betreffen.

Interne en externe statistieken

Art. 10. Binnen Phenix wordt de verwerking van persoonsgegevens met het oog op het opmaken van interne statistieken en de verwerking van anonieme gegevens of gecodeerde persoonsgegevens ingesteld met het oog op het opmaken van externe statistieken voor derden ten aanzien van het gerecht.

Art. 11. De gegevensverwerking met het oog op interne statistieken gebeurt op verzoek van een korpschef met het oog op het goed beheer van een gerecht of een parquet.

Art. 12. Het beheerscomité van Phenix maakt, op verzoek van de minister van Justitie, van een of meer korpschefs, van de Hoge Raad voor de Justitie of op eigen initiatief, algemene statistieken op over de werklust van de rechterlijke orde, over de werking van de gerechtelijke instellingen en over de voor de gerechtelijke overheden gebrachte zaken.

De gegevens worden vóór de externe statistische verwerking anoniem gemaakt of gecodeerd op de wijze die door de Koning is bepaald op voorstel van het beheerscomité, na advies van het toezichtscmité.

Art. 13. De Koning bepaalt, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtscmité, de nadere regels voor de verwerking van statistische gegevens en de regels voor de duurzaamheid van de gegevens.

Aide à la gestion et à l'administration des institutions judiciaires

Art. 14. L'aide à la gestion et à l'administration des institutions judiciaires vise la gestion des ressources humaines, la gestion de la documentation, la gestion des fournitures et la comptabilité.

Le Roi détermine, sur proposition du comité de gestion et après avis du comité de surveillance, les modalités de fonctionnement, les règles d'accès, les mesures de sécurité particulières de ces traitements, ainsi que les règles de pérennité des données.

CHAPITRE II. — Organes de Phenix

Le comité de gestion

Art. 15. § 1^{er}. Il est institué un comité de gestion de Phenix, composé d'un président, d'un vice-président, de 8 membres effectifs et de 8 membres suppléants.

§ 2. Le président et le vice-président sont nommés, pour un terme de 6 ans renouvelable, par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'un des deux sur proposition conjointe du premier président de la Cour de cassation et du procureur général près la Cour de cassation, l'autre sur proposition du Ministre de la Justice.

Ils échangent leur fonction au terme de 3 ans. Un mandat de 3 ans interrompu avant terme est achevé par une personne nouvellement désignée selon les modalités utilisées pour désigner le titulaire remplacé.

Ils sont choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et possédant des compétences notoires dans la connaissance du droit et de la gestion de l'information.

Le président et le vice-président sont de rôle linguistique différent.

L'un des deux au moins doit être un magistrat de l'ordre judiciaire.

Lorsque le président est empêché de remplir ses fonctions, il est remplacé par le vice-président et à défaut par le membre le plus ancien, et parmi les membres qui ont la même ancienneté, le plus âgé.

§ 3. Les membres sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dont 4 membres effectifs et 4 membres suppléants sur proposition du Ministre de la Justice et 4 membres effectifs et 4 membres suppléants sur proposition conjointe du premier président de la Cour de cassation et du procureur général près la Cour de cassation.

L'ordre de présentation des membres tient compte d'une participation la plus équilibrée possible sur le plan fonctionnel et du genre.

Parmi les membres effectifs et suppléants présentés par le premier président et le procureur général près la Cour de cassation, deux membres au moins doivent appartenir à un parquet ou à un audiorat de première instance, un au moins doit avoir la qualité de membre d'une juridiction d'appel ou de la Cour de cassation, un au moins doit avoir la qualité de membre du siège d'une juridiction de premier degré, un au moins doit avoir la qualité de membre d'un greffe et un au moins doit avoir la qualité de membre d'un secrétariat de parquet.

§ 4. Le Ministre de la Justice veille à ce que les places vacantes soient publiées au *Moniteur belge*. Les candidatures sont adressées au président du comité de direction du SPF Justice.

§ 5. Le comité de gestion est composé d'un nombre égal de membres d'expression française et d'expression néerlandaise.

§ 6. Les membres sont nommés pour un terme de 6 ans renouvelable.

Bijstand bij het beheer en het bestuur van de gerechtelijke instellingen

Art. 14. De bijstand bij het beheer en het bestuur van de gerechtelijke instellingen heeft betrekking op het beheer van de human resources, op het beheer van documentatie, op het beheer van de leveringen en op de boekhouding.

De Koning bepaalt, op voorstel van het beheerscomité en na advies van het toezichtcomité, de nadere regels voor de werking, de regels voor de toegang, de bijzondere beveiligingsmaatregelen voor die verwerkingen en de regels voor de duurzaamheid van de gegevens.

HOOFDSTUK II. — Organen van Phenix

Beheerscomité

Art. 15. § 1. Er wordt een beheerscomité van Phenix opgericht, samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter, 8 vaste leden en 8 plaatsvervangende leden.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Koning voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar benoemd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een van beiden op gezamenlijke voordracht van de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie en van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, de andere op voordracht van de minister van Justitie.

Na 3 jaar wisselen zij van ambt. Een driejarig mandaat dat voortijdig wordt beëindigd, wordt voleindigd door een andere persoon die wordt aangewezen op de wijze waarop de te vervangen titularis is aangewezen.

Zij worden gekozen onder personen die alle waarborgen inzake onafhankelijkheid bieden en een duidelijke deskundigheid hebben inzake het recht en het informatiebeheer.

De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalrol.

Ten minste een van beiden moet een magistraat van de rechterlijke orde zijn.

Ingeval de voorzitter zijn ambt niet kan vervullen, wordt hij vervangen door de ondervoorzitter en bij ontstentenis door het lid met de meeste dienstanciënniteit en, onder de leden met dezelfde dienstanciënniteit, door het oudste lid.

§ 3. De Koning benoemt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de leden, onder wie 4 vaste leden en 4 plaatsvervangende leden op voordracht van de Minister van Justitie worden benoemd en 4 vaste leden en 4 plaatsvervangende leden op gezamenlijke voordracht van de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie en van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

Bij de volgorde waarin de leden worden voorgedragen, wordt rekening gehouden met een zo evenwichtig mogelijke participatie op functioneel vlak en op het vlak van geslacht.

Van de vaste leden en de plaatsvervangende leden voorgedragen door de eerste voorzitter van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, moeten ten minste twee leden deel uitmaken van een parket of van een auditoraat van eerste aanleg, heeft ten minste een lid de hoedanigheid van lid van een gerecht in hoger beroep of van het Hof van Cassatie, ten minste een de hoedanigheid van lid van de zetel van een gerecht van eerste aanleg, ten minste een de hoedanigheid van lid van een griffie en ten minste een de hoedanigheid van lid van een parketsecretariaat.

§ 4. De Minister van Justitie ziet erop toe dat de openstaande plaatsen in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt. De kandidaturen worden gericht aan de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie.

§ 5. Het beheerscomité is samengesteld uit een gelijk aantal leden van de Nederlandse taalrol en van de Franse taalrol.

§ 6. De leden worden voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar benoemd.

§ 7. Le président et le vice-président du comité d'utilisateurs siègent en outre dans le comité de gestion, avec voix consultative.

§ 8. Le président, le vice-président et les membres sont tenus par le secret professionnel en ce qui concerne les informations nominatives dont ils ont connaissance dans le cadre de leur fonction.

§ 9. L'autorité disciplinaire compétente informe le comité de gestion de toute poursuite disciplinaire entamée contre un de ses membres et des motifs qui justifient cette poursuite. Si ces faits ont un lien avec l'activité du membre au sein du comité de gestion, celui-ci émet un avis qui est joint au dossier de la procédure disciplinaire.

§ 10. Le Roi détermine le montant des jetons de présence et des frais de déplacement qui peut être accordé aux membres.

Art. 16. § 1^{er}. Le président et le vice-président du comité de gestion exercent leurs fonctions à temps plein.

Pendant la durée de leur mandat, ils ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle, sauf autorisation du Conseil des ministres.

Ils jouissent d'un traitement égal à celui du premier avocat général près la Cour de cassation, ainsi que des augmentations et des avantages y afférents.

§ 2. Le président ou le vice-président qui est magistrat de l'ordre judiciaire est détaché de droit par sa juridiction.

Il est pourvu à son remplacement comme magistrat par une nomination en surnombre. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par la nomination en surnombre d'un magistrat au rang immédiatement inférieur. Il retrouve sa place sur la liste de rang dès la cessation de son mandat.

Art. 17. Le comité de gestion gère Phenix et prend toute initiative qui peut contribuer à améliorer son efficacité, en conformité avec les dispositions de la présente loi, du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et les autres dispositions légales pertinentes.

Il prend toutes les décisions requises par les dispositions de la présente loi.

Il donne son avis au Ministre de la Justice, à la Cour de cassation et au Conseil supérieur de la Justice sur tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de Phenix et à l'exercice de ses compétences.

Il institue un service des codes, chargé de proposer les codes requis par la création et la gestion de la banque de données.

Il adopte les codes.

Il examine les suggestions du comité des utilisateurs et y répond de façon motivée.

Il prend toute initiative qui permet d'adapter le système Phenix aux modifications législatives, réglementaires ou technologiques, notamment en matière de simplification du langage judiciaire.

Il conclut avec le SPF Justice les accords relatifs aux services requis par la gestion du système.

Il propose au Roi, après avis du comité de surveillance, les règles d'accès et d'authentification d'accès aux dossiers électroniques de procédure et aux données contenues dans le système.

Il certifie la conformité des documents qui ont été convertis ou placés sur un nouveau support électronique.

Art. 18. Le comité de gestion ne délibère valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente.

Il décide à la majorité des membres présents ou représentés par leurs suppléants. En cas de parité des voix, la voix du président, ou, s'il est empêché, du vice-président, est prépondérante.

§ 7. De voorzitter en de ondervoorzitter van het comité van gebruikers hebben bovendien met raadgevende stem zitting in het beheerscomité.

§ 8. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden zijn gebonden door het beroepsgeheim voor de naamgebonden gegevens waarvan zij in het kader van hun functie kennis hebben.

§ 9. De bevoegde tuchtrechtelijke overheid stelt het beheerscomité in kennis van enige tuchtrechtelijke vervolging tegen een van de leden ervan en van de redenen die hieraan ten grondslag liggen. Ingeval die feiten verband houden met de werkzaamheden van het lid in het beheerscomité, verleent het beheerscomité een advies dat bij het dossier van de tuchtrechtelijke procedure wordt gevoegd.

§ 10. De Koning bepaalt het bedrag van de zitpenningen en van de verplaatsingskosten dat kan worden toegekend aan de leden.

Art. 16. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité oefenen hun functie voltijds uit.

Zij mogen tijdens hun mandaat geen andere beroepswerkzaamheden verrichten, tenzij zij daartoe door de Ministerraad gemachtigd zijn.

Zij hebben recht op dezelfde bezoldiging als die van de eerste advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, evenals op de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.

§ 2. De voorzitter of de ondervoorzitter die magistraat van de rechterlijke orde is, wordt van rechtswege door zijn gerecht gedetacheerd.

Er wordt voorzien in zijn vervanging als magistraat door een benoeming in overtal. Indien het een korpschef betreft, wordt in zijn vervanging voorzien door de benoeming in overtal van een magistraat tot de onmiddellijk lagere rang. Hij neemt zijn plaats op de ranglijst opnieuw in na beëindiging van zijn mandaat.

Art. 17. Het beheerscomité beheert Phenix en neemt elk initiatief dat kan bijdragen tot de doeltreffendheid ervan, conform de bepalingen van deze wet, van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van strafvordering en de andere relevante wetsbepalingen.

Het neemt alle beslissingen die in het kader van de bepalingen van deze wet zijn vereist.

Het stelt de Minister van Justitie, het Hof van Cassatie en de Hoge Raad voor de Justitie in kennis van alle middelen die zijn vereist voor de goede werking van Phenix en voor de uitoefening van zijn bevoegdheden.

Het stelt een codedienst in, die belast is met het voorstellen van de codes die nodig zijn voor het oprichten en beheren van de gegevensbank.

Het neemt de codes aan.

Het onderzoekt de suggesties van het comité van gebruikers en geeft een met redenen omkleed antwoord erop.

Het neemt initiatieven om het Phenix-systeem aan te passen aan de wijzigingen op wetgevend, regelgevend en technologisch vlak, inzonderheid inzake de vereenvoudiging van het gerechtelijk taalgebruik.

Het sluit met de FOD Justitie akkoorden met betrekking tot de diensten die zijn vereist voor het beheer van het systeem.

Na advies van het toezichtcomité stelt het aan de Koning de regels voor voor de toegang en voor de controle van de toegang tot de elektronische dossiers van de rechtspleging en tot de in het systeem opgenomen gegevens.

Het bevestigt de overeenstemming van de documenten die zijn omgezet of op een nieuwe elektronische drager zijn geplaatst.

Art. 18. Het beheerscomité beraadslaat alleen op geldige wijze als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Het beslist bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of door hun plaatsvervaarders vertegenwoordigde leden. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, ingeval hij belet is, van de ondervoorzitter, beslissend.

En cas d'urgence, le président décide seul et notifie sa décision aux membres du comité de gestion.

Sa décision devient définitive si elle n'est pas infirmée dans un délai d'un mois par le comité de gestion.

Art. 19. Le comité de gestion élabore un mécanisme de contrôle :

— à l'entrée des locaux où se trouvent les installations pour les traitements des données;

— de mémoire des ordinateurs traitant des données;

— des supports sur lesquels les données sont stockées;

— de l'introduction des données;

— de disponibilité des traitements de données;

— de l'utilisation des traitements de données;

— de la communication des données;

— d'accès aux traitements de données;

— de mécanisme d'archivage des données;

— du choix des standards techniques utilisés pour la sauvegarde et la communication des données.

Il donne à la demande du comité de surveillance connaissance de ses constatations.

Art. 20. Le comité de gestion informe le ministre de la Justice et le chef de corps concerné de toutes anomalies et de tous manquements aux règles gouvernant Phenix.

Art. 21. Le comité de gestion communique le premier avril de chaque année au ministre de la justice et à la Cour de cassation son rapport d'activité, en ce compris les prévisions budgétaires pour le fonctionnement de Phenix et les modalités de conservation des données existantes.

Le comité de surveillance

Art. 22. Au sein de la Commission de la protection de la vie privée, il est institué un comité de surveillance sectoriel « Phenix » composé de :

— 3 membres effectifs et 3 membres suppléants désignés par la Commission de la protection de la vie privée en son sein, dont au moins un magistrat;

— 3 membres effectifs, dont le président, et 3 membres suppléants, tous ayant qualité de magistrat de l'ordre judiciaire, effectif, à la retraite ou émérite, nommés par la Chambre des représentants, sur proposition du Conseil des ministres, après avis conforme et conjoint du premier président et du procureur général près la Cour de cassation.

Le président est choisi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire possédant des compétences notoires dans le domaine de la protection de la vie privée et de la protection des données à caractère personnel.

Le comité de surveillance est composé d'un nombre égal de membres d'expression française et de membres d'expression néerlandaise.

Les membres sont nommés pour un terme de 6 ans, renouvelable.

Ils sont tenus par le secret professionnel.

Dans les limites de leurs attributions, ils ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge à l'occasion des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leur fonction.

L'autorité disciplinaire compétente informe le comité de surveillance de toute poursuite entamée contre l'un de ses membres et des motifs qui justifient ces poursuites. Si les faits reprochés ont un lien avec l'activité du membre au sein du comité de surveillance, celui-ci émet un avis qui est joint au dossier disciplinaire.

Art. 23. Lorsque le président est empêché de remplir ses fonctions, il est remplacé par le membre le plus ancien et, parmi les membres qui ont la même ancienneté, par le plus âgé.

In spoedeisende gevallen beslist de voorzitter alleen en geeft hij van zijn beslissing kennis aan de leden van het beheerscomité.

Zijn beslissing wordt definitief ingeval zij binnen een termijn van een maand niet door het beheerscomité ongedaan is gemaakt.

Art. 19. Het beheerscomité werkt een mechanisme uit voor de controle :

— aan de toegang tot de lokalen waar de installatie voor de gegevensverwerking zich bevindt;

— van het geheugen van de computers die de gegevens verwerken;

— van de dragers waarop de gegevens zijn opgeslagen;

— van de invoering van de gegevens;

— van de beschikbaarheid van de gegevensverwerkingen;

— van de aanwending van de gegevensverwerkingen;

— van de mededeling van de gegevens;

— van de toegang tot de gegevensverwerkingen;

— van het mechanisme voor het archiveren van de gegevens;

— van de keuze van de technische standaarden die worden gebruikt voor het saven en het meedelen van de gegevens.

Het geeft op verzoek van het toezichtscomité kennis van zijn vaststellingen.

Art. 20. Het beheerscomité stelt de minister van Justitie en de betrokken korpschef op de hoogte van alle onregelmatigheden betreffende de regels die gelden voor Phenix en van alle gevallen waarin deze regels niet worden nageleefd.

Art. 21. Het beheerscomité deelt jaarlijks op 1 april aan de minister van Justitie en aan het Hof van Cassatie een activiteitenverslag mee, daaronder begrepen de budgettaire verwachtingen voor de werking van Phenix en de wijze van bewaring van de bestaande gegevens.

Toezichtscomité

Art. 22. Binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt een sectoraal toezichtscomité « Phenix » opgericht, samengesteld uit :

— 3 vaste leden en 3 plaatsvervangende leden aangewezen door en uit de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, onder wie ten minste een magistrat;

— 3 vaste leden, onder wie de voorzitter, en 3 plaatsvervangende leden, met de hoedanigheid van magistrat van de rechterlijke orde, werkend, op rust gesteld of emeritus, benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers op voordracht van de Ministerraad, na gelijkkluidend en gezamenlijk advies van de eerste voorzitter van en van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

De voorzitter wordt gekozen onder de magistraten van de rechterlijke orde, die een duidelijke deskundigheid hebben inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de bescherming van de persoonsgegevens.

Het toezichtscomité is samengesteld uit een gelijk aantal leden van de Nederlandse taalrol en van de Franse taalrol.

De leden worden voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar benoemd.

Zij zijn gebonden door het beroepsgeheim.

Binnen de perken van hun bevoegdheden ontvangen zij van niemand instructies. Zij kunnen niet uit hun ambt worden ontheven naar aanleiding van de meningen die zij uiten of van de daden die zij stellen om hun functie uit te oefenen.

De bevoegde tuchtrechtelijke overheid stelt het toezichtscomité in kennis van elke tuchtrechtelijke vervolging tegen een van zijn leden en van de redenen die hieraan ten grondslag liggen. Ingeval die feiten verband houden met de werkzaamheden van het lid in het toezichtscomité, verleent het toezichtscomité een advies dat bij het tuchtdossier wordt gevoegd.

Art. 23. Ingeval de voorzitter zijn ambt niet kan vervullen, wordt hij vervangen door het lid met de meeste dienstanciënniteit en, onder de leden met dezelfde dienstanciënniteit, door het oudste lid.

Le Roi détermine le montant des jetons de présence et des frais de déplacement qui peut être accordé aux membres.

Art. 24. § 1^{er}. Le comité de surveillance émet des avis de sa propre initiative ou à la demande du gouvernement, des chambres législatives, du comité de gestion, du Ministre de la Justice ou de la Cour de cassation, d'autres instances judiciaires ou du Conseil supérieur de la Justice.

Le comité de surveillance contrôle le respect de l'application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, à la banque de données Phenix.

Sans préjudice de toute action devant les tribunaux, le Comité de surveillance examine les plaintes et les demandes signées et datées relatives au système d'information Phenix.

Lorsqu'elles sont recevables, le comité accomplit toute mission de médiation qu'il juge utile. Il émet un avis sur leur bien-fondé.

Le comité adresse annuellement un rapport à la Commission de la protection de la vie privée relatif au traitement des plaintes.

§ 2. Par dérogation à l'article 31bis, § 3, alinéa 3, dernière phrase de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'examen d'un dossier par le comité de surveillance dans le cadre des compétences qui lui sont conférées par ou en vertu de la présente loi est suspendu à la demande de deux membres du comité afin de le soumettre au préalable à la Commission de la protection de la vie privée.

La Commission dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du dossier pour se prononcer.

Le comité de surveillance dispose alors d'un délai de 15 jours à dater de la réception de l'avis de la Commission pour se prononcer. Le point de vue de la Commission est explicitement mentionné dans l'avis du comité de surveillance.

Le cas échéant, le comité motive explicitement les raisons pour lesquelles le point de vue de la Commission n'a pas du tout ou seulement partiellement été suivi.

Si la Commission ne se prononce pas dans le délai d'un mois visé à l'alinéa 2, le comité de surveillance se prononce sans attendre.

Si, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'avis de la Commission, le comité de surveillance ne s'est pas prononcé, l'avis de ce dernier est présumé conforme à celui de la Commission.

En tout état de cause, et s'il s'agit d'une demande d'avis, la Commission communique sans délai à l'auteur de celle-ci une copie de l'avis qu'elle rend.

§ 3. Le comité de surveillance dénonce au parquet les infractions à la présente loi dont il a connaissance.

Art. 25. Le comité de surveillance ne délibère valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents.

Art. 26. Le comité de surveillance a, dans l'exercice de ses fonctions, accès à toutes les informations contenues dans Phenix.

Le comité des utilisateurs

Art. 27. Il est institué un comité d'utilisateurs de Phenix, chargé de proposer au comité de gestion toute initiative de nature à promouvoir l'utilisation de Phenix.

Il peut créer en son sein des groupes de travail auxquels il confie des tâches particulières.

Ce comité est composé de :

- 2 représentants désignés par la Cour de cassation, l'un appartenant au siège, l'autre appartenant au parquet de la Cour;
- 2 représentants désignés par les premiers présidents des cours d'appel et du travail;
- 2 représentants désignés par le Collège des procureurs-généraux;

De Koning bepaalt het bedrag van de zitpenningen en van de verplaatsingskosten dat kan worden toegekend aan de leden.

Art. 24. § 1. Het toezichtscomité verleent advies op eigen initiatief of op verzoek van de regering, van de Wetgevende Kamers, van het beheerscomité, van de Minister van Justitie of van het Hof van Cassatie, van andere gerechtelijke instanties of van de Hoge Raad voor de Justitie.

Het toezichtscomité ziet erop toe dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens, in het kader van de gegevensbank Phenix wordt nageleefd.

Onverminderd enige vordering voor de rechtbanken onderzoekt het toezichtscomité de getekende en gedateerde klachten en verzoeken betreffende het informatiesysteem Phenix.

Ingeval zij ontvankelijk zijn, verricht het comité elke bemiddeling-opdracht die het nuttig acht. Het verleent advies over de gegrondheid van de klachten en verzoeken.

Het comité bezorgt jaarlijks een verslag over de klachtenbehandeling aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 2. In afwijking van artikel 31bis, § 3, derde lid, laatste zin, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt het onderzoek van een dossier door het toezichtscomité in het kader van de eraan verleende bevoegdheden in of krachtens deze wet opgeschort op verzoek van twee leden van het comité teneinde het vooraf voor te leggen aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Commissie beschikt over een maand te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier om zich uit te spreken.

Het toezichtscomité beschikt dan over vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie om zich uit te spreken. Het standpunt van de Commissie wordt uitdrukkelijk vermeld in het advies van het toezichtscomité.

In voorkomend geval omschrijft het comité uitdrukkelijk de redenen die ertoe hebben geleid dat het standpunt van de Commissie niet of slechts gedeeltelijk is gevolgd.

Indien de Commissie zich niet uitspreekt binnen de termijn van een maand bedoeld in het tweede lid, spreekt het toezichtscomité zich onverwijld uit.

Indien het toezichtscomité zich niet uitspreekt binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie, wordt het advies van het comité geacht conform dat van de Commissie te zijn.

De Commissie bezorgt de steller van het verzoek om advies hoe dan ook onverwijld een afschrift van het advies dat zij verleent.

§ 3. Het toezichtscomité doet bij het parket aangifte van de inbreuken, waarvan het kennis heeft, op deze wet.

Art. 25. Het toezichtscomité beraadslaagt alleen op geldige wijze als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Art. 26. Het toezichtscomité heeft bij de uitoefening van zijn functie toegang tot alle in Phenix opgenomen gegevens.

Comité van gebruikers

Art. 27. Er wordt een comité van gebruikers van Phenix opgericht, dat ermee wordt belast aan het beheerscomité initiatieven ter bevordering van de aanwending van Phenix voor te stellen.

Het kan uit zijn leden werkgroepen samenstellen waaraan het bijzondere taken toevertrouwt.

Dat comité wordt samengesteld uit :

- 2 vertegenwoordigers aangewezen door het Hof van Cassatie, waarvan één een zittend magistraat is, de andere een lid van het parket van het Hof;
- 2 vertegenwoordigers aangewezen door de eerste voorzitters van de hoven van beroep en van de arbeidshoven;
- 2 vertegenwoordigers aangewezen door het College van procureurs-generaal;

- 2 représentants désignés par le Conseil des procureurs du Roi;
- 2 représentants désignés par le Conseil des auditeurs du travail;
- 2 représentants ayant la qualité de magistrat de l'ordre judiciaire, désignés par le Conseil Supérieur de la Justice;
- 2 représentants désigné par l'Orde van Vlaamse balies;
- 2 représentants désignés par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;
- 2 représentants désignés par la Chambre nationale des huissiers de Justice;
- 2 représentants désignés par la Fédération royale du notariat belge;
- 2 représentants du personnel des secrétariats des parquets et des auditorats, désignés par le Ministre de la Justice;
- 2 représentants du personnel des greffes, désignés par le Ministre de la Justice.

Chaque représentation du comité des utilisateurs, à l'exception de celles de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'Orde van Vlaamse Balies, est composée d'un membre d'expression française et d'un membre d'expression néerlandaise.

Le comité d'utilisateurs tient compte d'une participation la plus équilibrée possible sur le plan fonctionnel, géographique et du genre.

Le comité d'utilisateurs choisit en son sein un président et un vice-président, d'un régime linguistique différent, pour un mandat de trois ans, renouvelable. L'un des deux a la qualité d'avocat, de notaire ou d'huissier de justice.

Le Roi précise les modalités d'exécution du présent article.

CHAPITRE III. — Dispositions diverses

Art. 28. Les frais de fonctionnement des comités de gestion et des utilisateurs ainsi que de leur secrétariat sont à charge du budget du SPF Justice.

Ils reçoivent l'appui du SPF Justice pour l'exécution de leur mission.

Les frais de fonctionnement du comité de surveillance et de son secrétariat sont à charge de la dotation de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 29. § 1^{er}. Le comité de gestion, saisi par le Ministre de la Justice d'une demande de proposition ou d'avis relative à un arrêté d'exécution à prendre en vertu de la présente loi, formule la proposition ou l'avis dans les trente jours de la demande. Si le comité de gestion n'a pas émis de proposition ou d'avis à la fin de ce délai, le Roi ou le ministre peut agir sans attendre l'avis ou la proposition.

Ce délai peut cependant être prolongé une fois de trente jours. Dans ce cas, le comité de gestion informe le ministre de la Justice, avant l'expiration du premier délai, du motif justifiant le nouveau délai. Si le comité de gestion n'a pas émis de proposition ou d'avis à la fin de ce second délai, le Roi ou le ministre peut agir sans attendre l'avis ou la proposition.

§ 2. Sans préjudice de l'article 24, § 2, le comité de surveillance, saisi par le Ministre de la Justice d'une demande d'avis relative à un arrêté d'exécution à prendre en vertu de la présente loi, rend son avis dans les trente jours de la demande. Si le comité de surveillance n'a pas rendu son avis à la fin de ce délai, son avis est considéré comme positif.

Ce délai peut cependant être prolongé une fois de trente jours. Dans ce cas, le comité de surveillance informe le Ministre de la Justice, avant l'expiration du premier délai, du motif justifiant le nouveau délai. Si le comité de surveillance n'a pas rendu son avis à la fin de ce second délai, son avis est considéré comme positif.

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Raad van procureurs des Konings;

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Raad van arbeids-auditeurs;

— 2 vertegenwoordigers, met de hoedanigheid van magistraat van de rechterlijke orde, aangewezen door de Hoge Raad voor de Justitie;

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Orde van Vlaamse balies;

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Ordre des barreaux francophones et germanophone;

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Nationale Kamer voor Gerechtsdeurwaarders;

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Koninklijke Federatie van het Belgische Notariaat;

— 2 vertegenwoordigers van het personeel van de secretariaten van de parketten en van de auditoraten, aangewezen door de Minister van Justitie;

— 2 vertegenwoordigers van het personeel van de : griffies, aangewezen door de minister van Justitie.

Iedere vertegenwoordiging van het comité van gebruikers, met uitzondering van die van de Orde van Vlaamse Balies en van de Orde des barreaux francophones et germanophone, bestaat uit een Nederlandstalig lid en een Franstalig lid.

Het comité van gebruikers houdt rekening met zo evenwichtig mogelijke deelname op functioneel en geografisch vlak en op het vlak van het geslacht.

Het comité van gebruikers kiest uit zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter, van een andere taalrol, voor een hernieuwbaar mandaat van drie jaar. Een van beiden heeft de hoedanigheid van advocaat, notaris of gerechtsdeurwaarder.

De Koning bepaalt de wijze waarop dit artikel ten uitvoer wordt gelegd.

HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen

Art. 28. De werkingskosten van het beheerscomité en van het comité van gebruikers, alsmede van de secretariaten ervan komen ten laste van de begroting van de FOD Justitie.

Zij genieten de ondersteuning van de FOD Justitie voor de uitvoering van hun taak.

De werkingskosten van het toezichtscomité en van het secretariaat ervan komen ten laste van de dotatie van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 29. § 1. Het beheerscomité dat door de Minister van Justitie wordt aangezocht om een voorstel of een advies te verstrekken inzake een uitvoeringsbesluit dat moet worden genomen krachtens deze wet formuleert het voorstel of het advies binnen dertig dagen na het verzoek. Indien het beheerscomité na afloop van deze termijn geen voorstel of advies formuleerde, kan de Koning of de minister handelen zonder het advies of het voorstel af te wachten.

Deze termijn kan echter worden verlengd met één keer dertig dagen. In dit geval informeert het beheerscomité de minister van Justitie vóór het verstrijken van de eerste termijn over de motieven die de nieuwe termijn rechtvaardigen. Indien het beheerscomité na afloop van deze tweede termijn geen voorstel of advies formuleerde, kan de Koning of de minister handelen zonder het advies of het voorstel af te wachten.

§ 2. Onverminderd artikel 24, § 2, verstrekt het toezichtscomité, dat door de Minister van Justitie wordt aangezocht om een advies te verstrekken inzake een uitvoeringsbesluit dat moet worden genomen krachtens deze wet, dit advies binnen dertig dagen na het verzoek. Indien het toezichtscomité na afloop van deze termijn geen advies formuleerde, wordt dit advies beschouwd als zijnde positief.

Deze termijn kan echter eenmaal worden verlengd met dertig dagen. In dat geval informeert het toezichtscomité de Minister van Justitie vóór het verstrijken van de eerste termijn over de motieven die de nieuwe termijn rechtvaardigen. Indien het toezichtscomité na afloop van deze tweede termijn geen advies formuleerde, wordt dit advies beschouwd als zijnde positief.

CHAPITRE IV. — Disposition finale

Art. 30. Les protocoles et formats de communication et de sauvegarde du système d'information Phenix sont basés exclusivement sur des standards ouverts.

Par standard, on entend une spécification technique, suffisante pour en développer une implémentation complète, approuvée par un organisme de standardisation indépendant.

Par standard ouvert, on entend un standard qui soit gratuitement disponible sur l'internet et sans restriction juridique quant à sa diffusion et son utilisation.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 31. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 6 et 30 de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :
Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) Session 2004-2005.

Documents de la Chambre des représentants : 51-1645.

No 1 : Projet de loi.

Nos 2 à 3 : Amendements.

No 4 : Rapport.

No 5 : Texte adopté par la commission.

No 6 : Amendement.

No 7 : Rapport complémentaire.

No 8 : Texte adopté par la commission.

No 9 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 28 avril 2005.

No 10 : Projet amendé par le Sénat.

No 11 : Rapport.

Compte rendu intégral : 13 juillet 2005.

Documents du Sénat : 3-1163.

No 1 : Projet évoqué par la Senat.

No 2 : Amendements.

No 3 : Rapport.

No 4 : Texte amendé par la commission.

No 5 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des

Annales du Sénat : 2 juin 2005.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 30. De in het informatiesysteem Phenix gebruikte protocollen en formaten voor het meedelen en het bewaren zijn uitsluitend gegrond op open standaarden.

Onder standaard wordt verstaan een technische specificatie die volstaat met het oog op een volledige implementatie en die is goedgekeurd door een onafhankelijk standaardisatieorgaan.

Onder open standaard wordt verstaan een standaard die gratis beschikbaar is op het internet en geen juridische beperkingen kent wat de verspreiding en het gebruik ervan betreft.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 31. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 6 en 30 van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig:

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :
Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,
A FLAHAUT

Nota's

(1) Zitting 2004-2005.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51-1645.

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Amendement.

Nr. 7 : Aanvullend verslag.

Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 9 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 28 april 2005.

Nr. 10 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nr. 11 : Verslag.

Integraal verslag : 13 juli 2005.

Stukken van de Senaat : 3-1163.

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Handelingen van de Senaat : 2 juni 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 2099

[C — 2005/09654]

10 AOUT 2005. — Loi modifiant l'article 610 du Code judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 2099

[C — 2005/09654]

10 AUGUSTUS 2005. — Wet tot wijziging van artikel 610 van het Gerechtelijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. A l'article 610 du Code judiciaire, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« La Cour de cassation connaît des demandes en annulation des actes du comité de gestion qui excéderaient ses pouvoirs, seraient contraires aux lois ou pris de manière irrégulière ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour la Ministre de la Justice, absente :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents de la Chambre des représentants : 51- 1646

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Rapport complémentaire.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 28 avril 2005.

Documents du Sénat : 3-1164

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 2 juin 2005.

Art. 2. Artikel 610 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het Hof van Cassatie neemt kennis van de vorderingen tot nietigverklaring van de handelingen van het beheerscomité die door overschrijding van bevoegdheid zijn aangetast, tegen de wetten indruisen of op onregelmatige wijze zijn gesteld ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mme L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51- 1646

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Aanvullend verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 28 april 2005.

Stukken van de Senaat : 3-1164

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 2 juni 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 2100

[C — 2005/12215]

10 AOÛT 2005. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 mai 2003, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 mai 2003, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 2100

[C — 2005/12215]

10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 mei 2003, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Besluit :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 mei 2003, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten.